



PROJET DE MARCHÉ – DOSSIER DE CONSULTATION N° B25-00208-VAC
TRAVAUX DE REFECTION DE LA TOITURE DU BATIMENT 911 INSTN DU CEA DE CADARACHE

MARCHÉ n°4000XXXXXX/XXX

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par xxxxxxxx agissant en qualité de xxxxxxxx du Centre CEA de Cadarache,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La **Société XXXXXXXX** immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXX XXX XXX ayant son siège social à XXXX représentée par **XXXXXX** agissant en qualité de XXXXXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 – ETENDUE DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 4 - CONDITIONS D’EXECUTION	4
ARTICLE 5 – TRAITEMENT DES MODIFICATIONS	8
ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES	10
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	12
ARTICLE 8 – PLANNING - DELAI	13
ARTICLE 9 – PENALITES	14
ARTICLE 10 – GARANTIE	15
ARTICLE 11 - OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION	16
ARTICLE 12 - QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT	16
ARTICLE 13- CONFLIT D'INTERET	16
ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE	17
ARTICLE 15 – SOUS TRAITANCE	17
ARTICLE 16 – GESTION DES DÉCHETS	17
ARTICLE 17 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES	17
ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE	19
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL	20
ANNEXE 2 – BORDEREAU DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE ET BORDEREAU DE PRIX COMPLEMENTAIRES	23

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXX/XXXX	2/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Affaire suivie techniquement par :
Unité : DG/CEACAD/DSTG/STL/GTP
Nom : Gilles OSTYN
Email : gilles.ostyn@cea.fr
Tél : 04.42.25.30.28

Affaire suivie commercialement par :
Unité : DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT
Nom : Victoria ACHIN
E-mail : victoria.achin@cea.fr
Tél : 04.42.25.76.64

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les travaux relatifs à la réfection de l'étanchéité et de la végétalisation sous forme extensive de la toiture du bâtiment 911 (INSTN) du CEA de CADARACHE.

La Maîtrise d'Ouvrage (MOA) du projet est le CEA. Elle est représentée par le chef d'installation de l'IGS 064. La Maîtrise d'Œuvre de conception et d'exécution est le CEA. Elle est représentée par le département DSTG/STL/GTP du centre de Cadarache. L'exploitant est l'INSTN

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation référencé B25-00208-VAC;
- les prescriptions techniques et leurs annexes :
 - Le cahier des charges référencé 25-009_CdC-Réfection toiture végétalisée bâtiment 911 final
 - Le dossier référencé Annexes techniques B25-00208-VAC
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures travaillant sur site (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA), applicables aux marchés du CEA au 1^{er} janvier 2022 ;
- le Cahier des clauses sociales particulières applicables aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP) ;
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXX en date du XXXX.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 – ETENDUE DES PRESTATIONS

La nature du marché, l'étendue et les limites des prestations à réaliser ainsi que l'ensemble des exigences liées au Marché sont définies dans le cahier des charges cité à l'article 2 supra. Elles devront être réalisées conformément aux prescriptions, normes, lois et règlements en vigueur.

Les prestations, objet du marché, sont décomposées en une part ferme et une part estimative sur devis préalable, pour la prise en compte de prestations supplémentaires liées à la vie de chantier et aux aléa

3.1 Part ferme

La part ferme est décomposée comme suit :

- Organisation, management et pilotage de l'affaire
- Etudes d'exécution
- Travaux préalables
- Enlèvement de l'ensemble végétalisé
- Arrachage de l'étanchéité existante
- Reprises localisées éventuelles sur le support existant
- Mise en œuvre d'un nouveau complexe d'étanchéité
- Mise en œuvre d'un système de type « Végétalisation extensive »
- Adaptation et raccordement au système d'irrigation existant
- Essais et contrôles

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	3/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Et, d'une manière plus générale,

- les certificats de conformité associés,
- l'ensemble des livrables documentaires dus au titre du marché, dont le DOE,
- toutes les sujétions liées à une prestation se déroulant sur un site CEA (formalités d'accès sur le centre, plans de prévention, suivi médical du personnel intervenant et les sessions de formation préalables),
- la protection des ouvrages existants et la sécurisation du chantier,
- la participation aux réunions avec le CEA décrites dans le cahier des charges et le présent marché au paragraphe 4.8,

3.2 Part estimative sur bordereau de prix unitaire

La part estimative sur BPU est destinée à rémunérer les prestations complémentaires associées. Elle ne constitue ni un engagement de dépenses, ni de volume de la part du CEA.

Concernant la mise en œuvre des prestations pour :

- La reprise de fissuration par pontage si fissure active et/ou traversante
- La reprise de fissuration par calfeutrement si fissure morte
- La reprise de béton superficiel par piquage ou ponçage et ragréage
- La reprise de béton avec aciers apparents par piquage jusqu'au acier et réparation

Le CEA notifie au Titulaire, sous la forme d'un Ordre de Service (OS), les prestations sur BPU à réaliser telles que figurant en Annexe du Marché pour exécution.

Cet OS contient la référence du Marché ainsi qu'un numéro d'ordre, et la définition du besoin en termes de périmètre technique, comprenant le détail des quantitatifs et les coûts unitaires fixés en Annexe 2 du Présent Marché pour les prestations supplémentaires associées.

Tous les OS sont régis par les dispositions du Marché.

La réception des prestations objet d'un OS sera formalisée par un procès-verbal signé à l'acceptation par le CEA des livrables remis par le Titulaire.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION

4.1 Conditions générales d'exécution

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent Marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour réaliser dans les règles de l'art, les prestations qui lui sont demandées et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui sont remises par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent Marché, étant précisé que toutes prestations défectueuses seront reprises par lui dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA.

Dans le cas où la réalisation des essais et contrôles donne lieu à des contestations, une nouvelle série d'essais est confiée, à l'initiative du CEA, à un organisme spécialement désigné à cet effet. Les frais correspondants sont à la charge de la partie à laquelle les résultats de cette nouvelle série d'essais donnent tort.

4.2 Conditions particulières d'exécution

En complément des renseignements qui lui ont été fournis dans les pièces du présent Marché, le Titulaire est réputé avoir obtenu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre technique et

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	4/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

commerciale. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas, prétendre à un supplément de rémunération par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation dues aux particularités du chantier.

Le respect des interfaces et contraintes est impératif compte-tenu, des contraintes d'exploitation, de sécurité et de sûreté existantes pour les différents bâtiments et compte-tenu des caractéristiques des installations existantes.

4.3 Obligation de résultat

Les prestations objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

En conséquence le prix forfaitaire fixé au marché sur lequel le Titulaire s'est engagé, s'entend quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées lors de l'exécution des prestations ou travaux.

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent marché, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels.

Le Titulaire du présent marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans ses documents contractuels.

4.4 Lieu d'exécution

Une partie des prestations seront exécutées chez le Titulaire et une partie sur le site de l'INSTN au sein du bâtiment 911.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance de la nature, de l'emplacement du chantier et des conditions générales et particulières qui y sont attachées, avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique etc., avoir pris tous les renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant influencer l'exécution, les délais ainsi que sur la qualité et le prix des ouvrages à réaliser. Le Titulaire ne pourra arguer d'ignorances quelconques lui permettant de prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

4.5 Interventions sur site et arrêts de chantier

Le CEA se réserve le droit d'annuler ou de suspendre une intervention.

Ces interventions feront l'objet d'une planification lors de la réunion d'avancement hebdomadaire de chantier afin de gérer la coactivité éventuelle ainsi que dérouler le planning initial.

Le CEA indemnisera le Titulaire de l'impossibilité de redéployer immédiatement son personnel intervenant sur site au titre du présent marché, suite à un arrêt de chantier pour indisponibilité de l'installation du fait du CEA et pour les arrêts n'ayant pas fait l'objet du délai de prévenance prévu ci-après.

Cette indemnisation sera suspendue au respect par le Titulaire de la procédure de constats d'arrêts de chantier qui prévoit que tout arrêt de chantier doit faire l'objet de constats quotidiens, signés par les parties (Titulaire et représentant habilité du CEA), valorisés par le Titulaire sur la base des taux horaires applicables au présent marché, et validés par le CEA.

Tout arrêt de chantier non prévu au titre du marché, porté à la connaissance du Titulaire avec un délai de prévenance de 5 jours ouvrés, ne pourra donner lieu à indemnisation.

En cas de non-respect de ce délai, le montant de l'indemnisation comprendra exclusivement la prise en charge des frais de main d'œuvre et de matériel du seul personnel affecté à l'intervention, dans la limite de 2 jours.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard dans les 2 jours ouvrés.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	5/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

o Arrêts programmés et inopinés

- Du fait du CEA

Tout arrêt de chantier non prévu au titre du marché, porté à la connaissance du Titulaire avec un délai de prévenance de 5 jours ouvrés, ne pourra donner lieu à indemnisation.

En cas de délai de prévenance inférieur, le montant de l'indemnisation comprendra exclusivement la prise en charge des frais de main d'œuvre valorisés par le Titulaire sur la base des taux horaires proposés dans le cadre du Bordereau des Prix Complémentaires (BPC) de la décomposition des prix, applicables au présent marché, et validés par le CEA et de matériel du seul personnel affecté à l'intervention, dans la limite de 5 jours.

Le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard dans les 2 jours ouvrés après remise à disposition du chantier.

- Du fait du Titulaire

En cas d'arrêt de chantier du fait d'une défaillance du Titulaire (non-respect de consignes de sécurité, ...), il ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité ni d'allongement de planning.

• Intempéries

Les délais d'exécution peuvent être prolongés d'une durée égale au nombre de demi-journées d'intempéries telles que définies ci-dessous, en défalquant le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, égal à 5 jours ouvrés pour la durée du marché.

La notion d'intempéries est définie à partir de seuils au-delà desquels le phénomène naturel est considéré comme intempérie.

La station météorologique de référence sera la station Météo France de Vinon sur Verdon (83150002).

Les seuils définissant la journée d'intempérie sont définis dans le tableau ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite
Précipitations	Précipitations cumulées supérieures ou égales à 20 mm d'eau ou 50 Mm de neige pendant la journée, sur un poste de travail de 8h (pour les travaux extérieurs)
Températures	Température inférieure ou égale - 5°C sous abri à 10 H 00 le matin (pour les travaux extérieurs)
Vent	Vitesse de vent supérieure ou égale 70 km/heure, pendant une période de 2 heures (pour les travaux extérieurs nécessitant l'utilisation d'une grue)

Ces prolongations s'appliquent tant au délai global qu'aux jalons intermédiaires tels que définis dans l'article infra et pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Le Titulaire devra signaler, par écrit au CEA, dans les quarante-huit heures qui suivent, l'occurrence d'une journée d'intempéries. Passé ce délai, et de plein droit, les journées d'intempéries ne seront pas prises en compte. Il appartiendra à l'entreprise de démontrer l'entrave objective à l'exécution des travaux.

Le Titulaire reconnaît qu'il ne pourra bénéficier d'aucune indemnité financière liée à la présence d'eau survenue lors de phénomènes atmosphériques et hydrogéologiques ou présente dans les fonds de plate-forme.

4.6 Conformité aux normes

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, et aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définition de référence mentionnés dans le cahier des charges. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

4.7 Documents à émettre

Dans le cadre de sa prestation, le Titulaire fournira l'ensemble des livrables documentaires du cahier des charges, dans les délais impartis et les formats qui y sont prescrits.

L'ensemble de ces documents sera enregistré conformément au référentiel et aux procédures qualité du CEA, tel qu'indiqué notamment au cahier des charges et qui pourra être précisé en réunion d'enclenchement.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	6/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

L'ensemble de ces documents sera soumis à la relecture du CEA, qui remettra son acceptation et/ou ses observations. Le Titulaire prendra en compte les observations dans un délai de 10 jours ouvrés avant diffusion pour acceptation du document indicé selon la même procédure.

L'ensemble des documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à l'échéance du Marché ou à la prise d'effet de la dénonciation de celui-ci par l'une ou par l'autre des parties.

Toute information constituée ou produite durant le projet ne pourra prétendre à une demande de titre de propriété industrielle.

Aucune disposition du présent accord ne saura être interprétée comme donnant droit au Titulaire à un quelconque droit à une licence ou tout autre droit lié à un brevet, une technologie et/ou un savoir-faire quels qu'ils soient détenus par le CEA.

4.8 Réunions

Une réunion d'enclenchement sera programmée par le CEA après réception de la commande signée par le Titulaire, afin de présenter :

- l'organisation du titulaire et les coordonnées des personnes ;
- la logique de déroulement de la prestation et les interfaces avec le CEA ou d'autres entités ;
- l'identification des documents prévus d'être réalisés au cours de la prestation et soumis à l'acceptation du CEA ;
- le rappel des exigences du CEA (exigences techniques, exigences de délais et remise du planning consolidé),
- le PAQ ou organisation qualité ;
- les modalités de surveillance de la prestation (réunions hebdomadaires...) par le CEA ainsi que la planification des points de rencontre avec le CEA ;
- les modalités de communication entre le CEA et le Titulaire, de transmission de demandes éventuelles, d'information relatives à des écarts et/ou des non conformités ;
- les points techniques divers.
- Le rappel des conditions d'exécution socialement responsables proposées par le Titulaire dans son offre,
- Le rappel des actions visant à limiter les impacts environnementaux de la prestation (limitation des émissions de GES par exemple), des mesures de réemploi et de recyclage à atteindre définis dans l'offre et des actions à réaliser dans le cadre du circuit d'évacuation des déchets chantier.

Un compte rendu de la réunion d'enclenchement sera rédigé par le CEA sous 5 jours calendaires.

Des réunions hebdomadaires seront réalisées entre le Titulaire et le CEA.

Les points abordés seront les suivants :

- Avancement technique,
- Point documentaire,
- Difficultés rencontrées,
- Point planning,
- Suivi des actions relevant des conditions d'exécution socialement responsables proposées par le Titulaire dans son offre,
- Suivi des actions visant à limiter les impacts environnementaux de la prestation (limitation des émissions de GES), des mesures de réemploi et de recyclage à atteindre définis dans l'offre du soumissionnaire et des actions réalisées dans le cadre du circuit d'évacuation des déchets chantier.

Une réunion de fin de prestation sera réalisée à la fin de la réalisation de la prestation. Cette revue de fin de prestation permettra d'examiner en particulier le DOE (dossier des ouvrages exécutés) avant de prononcer la réception des travaux.

Les réunions hebdomadaires feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par le CEA dans un délai de 2 jours calendaires à compter de la réunion.

Il est de convention expresse entre les Parties que des réunions exceptionnelles pourront avoir lieu à la demande de l'une ou l'autre des Parties, et notamment en cas de difficultés d'avancement du marché.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	7/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 5 – TRAITEMENT DES MODIFICATIONS

5.1 Généralités

Au sens du présent marché, une modification correspond à un changement ou à une évolution des dispositions d'un ou plusieurs documents précités à l'article 2. Elle sera traitée par une fiche appelée « Fiche de Modification » (FM).

Le Titulaire ne pourra procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la FM signée par le CEA, valant acceptation de la FM correspondante.

5.2 Modalités de traitement des modifications

5.2.1 Elaboration des FM

Le CEA se réserve le droit de demander au Titulaire des modifications par rapport au Marché initial. Ces modifications peuvent être en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différents postes définis au Marché.

Toute fiche de modification devra indiquer a minima :

- Son origine,
- Son contenu détaillé,
- Son prix,
- Son délai,
- L'analyse de son impact sur le projet :
 - o incidence éventuelle sur les performances techniques,
 - o incidence éventuelle sur le planning,
 - o incidence éventuelle financière aux conditions économiques du mois de remise de l'offre sur le marché.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter ces modifications.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues.

De même, le Titulaire doit immédiatement signaler à la fois au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir procédé à cet avis motivé, dans les 10 jours ouvrés de la découverte de tels vices, risques, erreurs, omissions, incohérences ou contradictions ou de la survenance de telle circonstance imprévue, il ne pourra prétendre à aucun délai et/ou rémunération complémentaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu au commencement de l'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu la Fiche de Modification (FM) correspondante signée par le CEA.

5.2.2 Etablissement du prix des modifications

Le prix détaillé des modifications en plus ou en moins sera établi à partir des prix figurant dans les décompositions de prix forfaitaires en annexe du marché.

A défaut de prix unitaires adaptés dans le marché, le Titulaire établira un devis détaillé soumis à approbation du CEA. La décomposition de l'impact financier est à décrire suivant la même décomposition et aux mêmes conditions économiques que le Marché (mois de remise de l'offre).

Le Titulaire établira son devis détaillé, sur les seuls éléments impactés, sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), des taux horaires applicables au Marché ou, à défaut de prix unitaires adaptés, sur devis détaillé à partir de prix élémentaires figurant dans les sous détails de prix remis par le Titulaire dans son offre, ou à défaut, sur devis détaillés (au moins 3) soumis à l'approbation du CEA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	8/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le CEA adressera ensuite la fiche de modification (FM) dûment signée au Titulaire, valant ordre de début d'exécution.

Le Titulaire ne pourra procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la FM signée par le CEA, valant acceptation de la FM correspondante.

5.2.3 Avenant

Pour les modifications de besoin, le CEA notifiera par voie d'avenant, la ou les FM acceptée(s) au cours de la période écoulée. Les modifications de besoin instruites et notifiées au Titulaire par FM ne peuvent être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant, signé sans réserve par le Titulaire.

Les modifications rentrant dans le cadre de la part estimative sur devis préalable instruites par accord d'une FDMDP, sont facturables selon les conditions indiquées au §7.1.3 infra et dans la limite du montant plafond correspondant fixé au §6.5 infra, montant au-delà duquel un avenant sera nécessaire pour permettre leur facturation.

5.2.4 Coefficient de peines et soins

Pour l'élaboration de son devis, dans le cadre d'une sous-traitance ou d'un approvisionnement pour répondre à une demande de modification, et dans la mesure où ne peut que sous-traiter ou se fournir chez un tiers, le prix est déterminé par l'application d'un coefficient de peines et soins au prix d'achat hors taxe de ces sous-traitances ou approvisionnements, sur présentation de la facture du tiers.

Ce coefficient de peines et soins rémunère le Titulaire pour toutes les tâches/sujétions nécessaires aux opérations d'approvisionnement ou de recours à la sous-traitance, quelle que soit la catégorie de personnel du Titulaire intervenant pour tous les frais relatifs aux opérations telles que : analyse du besoin, consultation et mise en concurrence, commande, contrôle, acheminement (y compris livraison sur site), manutention jusqu'au point de mise en œuvre, encadrement du sous-traitant pour lequel le Titulaire reste responsable. Le suivi, les contrôles sur site et en usine et la surveillance du sous-traitant est également comprise pour toutes les phases prévues de son intervention : de la phase études à la phase réalisations et essais, qu'il s'agisse d'une intervention en usine et/ou sur site, etc...

Il comprend le bénéfice du Titulaire.

Ce coefficient n'est pas applicable :

- au montant des prestations supplémentaires du sous-traitant ou du fournisseur dont la responsabilité n'incombe pas CEA,
- au montant des réclamations des sous-traitants ou des fournisseurs dans la mesure où il ne s'agit pas de prestations supplémentaires du fait du CEA.

Préalablement à l'approvisionnement ou de la réalisation de la sous-traitance, le Titulaire consulte avec mise en concurrence (au minimum 3 devis) et justifie de manière expresse au maître d'œuvre la motivation de son choix.

Au titre du présent marché, le coefficient de peines et soins s'établit à : 1.XX.

5.3 Correspondants techniques

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Unité : DG/CEACAD/DSTG/STL/GTP

Nom : Gilles OSTYN

Email : gilles.ostyn@cea.fr

Tél : 04.42.25.30.28

Unité : INSTN/UEC

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	9/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Nom : Imelda FARRUGIA SABOTIC
Email : Imelda.SABOTIC2@cea.fr
Tél : 04.42.25.20.11

Pour le Titulaire :

Nom : XXXXXXXXXXXX
Email :
Tél :

En cas d'indisponibilité de l'un des correspondants, la Partie concernée informera l'autre de la désignation d'un nouvel interlocuteur.

Au cas où l'interlocuteur technique du Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins quinze jours à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze jours sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement, par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception et prennent effet à la date de réception de ladite lettre.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES

Les prix indiqué ci-dessous sont révisables et sont établis aux conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre (soit XXX 2025)

Les prix sur lesquels s'engage le Titulaire sont établis hors taxes et couvrent l'ensemble des charges et frais généraux exposés, la marge, ainsi que les frais de transport et de séjours éventuels du personnel, notamment.

Les prix incluent l'ensemble des prestations décrites dans le cahier des charges; notamment les études, réalisations, les documents livrables, la participation et l'élaboration des réunions et les livrables associés à toutes les réunions.

En conséquence, et en dehors d'un cas de force majeure, les prix forfaitaires fixés au marché, sur lesquels le Titulaire s'est engagé, s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'études et de réalisation rencontrées lors de l'exécution du Marché.

6.1 Montant du marché

Le montant total du présent marché en cas de consommation de la totalité de la part estimative s'établit à la somme de _____,___ € HT (_____ euros hors taxes) décomposés comme suit :

6.2 Part ferme

Le montant de la part ferme du présent Marché s'établit à la somme forfaitaire et révisable de **XXXX** € HT (xxxxx euros hors taxes).

Ces montants ne constituent aucun engagement de dépenses de la part du CEA.

6.3 Part estimative sur Bordereau de Prix Unitaire

Le montant plafond de cette part estimative s'établit à la somme de XXXX€HT (XXX euros hors taxes) pour les prestations définies dans l'annexe BPU et le scénario associé.

Ce montant est établi en appliquant les prix unitaires forfaitaires figurant dans l'annexe BPU aux quantités estimées par le CEA.

Ces quantités ne constituent en aucun cas un engagement de volume de la part du CEA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXXXX / PXXXX	10/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le montant définitif de chaque OS sera établi en appliquant les prix unitaire forfaitaires du BPU appelés par l'OS, aux quantités réellement installées ou mises en œuvre constatées contradictoirement entre le Titulaire et le CEA, après réalisation des prestations.
Ce montant est établi sur Situation d'Avancement de Travaux (SAT), à l'achèvement des prestations concernées, constaté par le CEA.

Le CEA se réserve la possibilité d'exécuté des relevés complémentaires sur le site dans le cas ou un différend apparaîtrait entres les Parties. Le relevé sur site prévaut en cas d'écart.

6.4 Révision des prix
6.4.1 Généralités

Les prix figurant aux articles 6.2 et 6.3 sont établis aux conditions économiques du mois de **XXX** 2025 (mois de remise de l'offre).

Chaque situation d'avancement de travaux donnant lieu à l'établissement d'une facture pourra faire l'objet d'une révision de prix.

Chaque révision fera l'objet d'une facturation séparée qui précisera d'une part le poste concerné et, d'autre part, le prix initial du terme de facturation, la valeur de l'indice d'origine, la valeur de l'indice appliqué et le prix révisé.

Les situations mensuelles d'avancement de réalisation devront reprendre le détail de la DPGF afin de pouvoir déterminer quelle est la part réceptionnée sur le mois relative à chacun des différents postes et options.

La facture de révision liée à un terme de paiement ne pourra être émise qu'à la publication de l'indice définitif du mois concerné par le terme de paiement.

Dans l'hypothèse où l'indice et / ou index utilisé serait supprimé, il sera remplacé par un indice équivalent proposé par le CEA.

La formule de révision à vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.
En l'absence de demande du Titulaire, le CEA se réserve la possibilité de l'application et la notification de la révision de prix conformément à la formule de révision infra.
En tout état de cause, si les parties ne parvenaient pas à un accord, les montants forfaitaires seraient révisés dans la limite maximale de la formule fixée au présent marché.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

6.4.2 Formule de révision des prix

Les prix sont révisables terme par terme, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{BT53}{BT53_0})$$

Dans laquelle :
Po = prix du marché
P = prix révisé

BT53₀ = valeur de l'indice du «Etanchéité asphalte-multicouche», du mois de remise de l'offre, publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE.

BT53 = valeur de ces mêmes indices publiée par l'INSEE pour le mois de constat de réalisation de la partie du produit relative au terme de paiement, ou pour les paiements sur SAT , le mois de réalisation des livrables concernés par la SAT.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	11/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Dans le cas où le jeu de cette formule conduirait à une variation strictement supérieure à 10 %, à la hausse comme à la baisse, par rapport au dernier prix révisé, le Titulaire et le CEA mèneront éventuellement une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations. Cette négociation pourra notamment déboucher sur une nouvelle mise en œuvre à titre exceptionnel de la clause de révision de prix. Elle ne peut avoir lieu qu'une fois entre les deux dates de révision mensuelle.

Pour le montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable Titulaire, le prix applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Au cas où les dispositions de cet article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, par exemple en cas d'erreur sur l'application de la formule de révision ou de non-respect de la procédure de facturation de la révision, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à appliquer les prix non révisés de l'année considérée et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées, avec des prix révisés.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

7.1 Conditions de facturation

7.1.1 Conditions de facturation de la part ferme

Le montant fixé à l'article 6.2 du présent marché sera facturé par le Titulaire comme suit :

- 90 % du montant HT du présent marché, sur situations mensuelles d'avancement des études, des approvisionnements et des travaux dûment acceptés par le CEA,
- Le solde de 10 % du montant HT du présent marché, à la réception du marché, après acceptation de l'ensemble des livrables dus contractuellement et du DOE.

7.1.2 Condition de facturation de la part estimative sur Bordereau de Prix Unitaire (BPU)

- 100% de chaque Ordre de Service (OS) sera facturé après acceptation par le CEA des prestations correspondantes.

Au-delà du montant plafond mentionné à l'article 6.3 pour cette part estimative, ces prestations ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant.

Un décompte définitif sera fourni par le Titulaire à la réception du marché.

7.2 Modalités de facturation

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent marché devront porter la référence de ce dernier et des FDMDP correspondantes, le cas échéant.

En cas de paiement direct demandé par un sous-traitant, le Titulaire ne pourra valider la facture du sous-traitant qu'après validation de la situation d'avancement ou de l'avis de mise en paiement concerné par le CEA.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** du CEA (exemple : 4000XXXXXX).

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : CONTACT_DEMAT@cea.fr

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date dépôt conforme dans Chorus.

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : RELANCES@cea.fr

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	12/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

En cas de Groupement momentané d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

7.3 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

7.4 Facturation des révision de prix

En complément des dispositions visées à l'article 6.6 supra, la facture de révision liée à un terme de paiement pourra être émise dès connaissance des derniers indices définitifs en vigueur.

ARTICLE 8 – PLANNING - DELAI

Le Titulaire s'engage à réaliser l'intégralité des prestations, objet du présent marché, dans le respect du phasage de son planning d'exécution accepté par le CEA à la réunion d'enclenchement (T0).

Le Marché sera réputé terminé après réception sans réserve des ouvrages et du DOE.

Le Marché prend effet à la date de la réunion d'enclenchement qui constitue le T0 du Marché. Le Titulaire s'engage à respecter les jalons ci-dessous :

Ces délais ne prennent pas en compte les éventuels décalages de planning présentés au chapitre 6.2.3 du CDC.

8.1 Délais d'exécution des prestations de la part ferme

Jalon	Délai	Libellé
J0	J0	Réunion d'enclenchement
J1	J0 + X semaines	Remise des études d'exécution
J1Bis	J1 + 2 semaines	Acceptation par le CEA
J2	J1Bis + X semaines	Conformité du support béton
J3	J2 + X semaines	Fin de réalisation des travaux
J4	J3 + X semaines	Remise du DOE
J5	J4 + 2 semaines	Acceptation du DOE par le CEA et réception du marché

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	13/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire devra tenir compte des dates de fermeture du CEA de Cadarache rappelées en Annexe 1 du présent document.

8.2 Délais d'exécution des prestations de la part estimative

Les délais d'exécution relatifs aux prestations en part estimative figurent dans chaque OS.

ARTICLE 9 – PENALITES

9.1 Généralités

Les pénalités applicables au présent marché sont applicables de plein droit et, sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sont facturées directement par le CEA.

Les pénalités appliquées au Titulaire n'ont pas un caractère libératoire. Leur application ne dispense pas le CEA de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé au CEA.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant total hors taxes du marché (majoré des montants estimatifs).

Le montant des autres pénalités s'ajoute au montant des pénalités de retard et n'est pas plafonné.

9.2 Pénalités de retard

Tout dépassement par rapport aux échéances associées à la remise des livrables et des échéances associées aux prestations listées à l'article 3 supra et notamment en cas de non-respect des délais de réalisation des prestations précisés à l'article 8 supra, le Titulaire sera passible d'une pénalité calculée sur le montant total hors taxes du marché :

- au taux de 3/1000 (trois pour mille) par jour calendaire de retard constaté pour les prestations de la part ferme.

9.4 Autres pénalités non plafonnées

En cas d'écarts vis-à-vis des engagements relatifs au respect de l'environnement et aux engagements socialement responsables :

- Non-respect des règles de gestion des déchets
- Pollution
- Gaspillage des ressources naturelles
- Absence de tenue et/ou non-respect des mesures environnementales proposées par le Titulaire,
- Absence de tenue et/ou non-respect des engagements relevant des conditions d'exécution socialement responsables.

Une pénalité forfaitaire de 500 € HT sera appliquée pour chaque constat d'écart.

En cas d'écarts vis-à-vis de la sécurité, une pénalité forfaitaire sera appliquée comme suit :

- 1er constat : 500 € HT
- 2ème constat : 1 000 € HT
- 3ème constat : 3 000 € HT et convocation du responsable de l'entreprise.

Ces écarts concernent principalement :

- Le non port des EPI
- D'éventuels manquements quant au balisage de tranchées
- L'absence de nettoyage de la zone de travaux en fin de journée
- Le non-respect d'une méthodologie ou d'un phasage validé avec la cellule projet du CEA

9.5 Pénalités en lien avec des non-conformités

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	14/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

En cas de non-conformité, le Titulaire dispose de 48 heures à compter de la découverte pour formaliser la FNC, la transmettre et remettre au CEA le plan d'actions correctives envisagées. A défaut de respecter ce délai de 48h, le Titulaire sera passible d'une pénalité de 500 € HT (deux cent cinquante euros hors taxes) par jour calendaire de retard.

9.6 Pénalités pour dégradation

En cas de dégradation des équipements ou d'une partie de l'ouvrage, le Titulaire devra les remettre en état à ses frais. Dans le cas où la dégradation engendre un retard sur le déroulement du planning, le CEA se réserve la possibilité de faire valoir le préjudice subi.

En cas de constat de détournement de l'usage des équipements présents dans l'ouvrage ou des ouvrages par rapport à leurs fonctions d'usage initial, une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT (mille euros hors taxes) sera appliquée pour chaque constat.

ARTICLE 10 – GARANTIE

10.1 Etudes

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait. Il appartient au Titulaire de demander tout éclaircissement qui paraîtrait nécessaire pour pouvoir, en toute connaissance de cause et en toute responsabilité, procéder à ses propres études de détails.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou à reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un an à compter de la réception du marché.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations prévues ci-avant, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

10.2 Travaux

L'ensemble du Marché fait l'objet d'une réception, prononcée conformément aux dispositions des articles 30 et 32 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les délais de garantie, à compter de la réception de la prestation, sont :

- de 1 (un) an pour la garantie de parfait achèvement.
- de 2 (deux) ans pour la garantie de bon fonctionnement, des matériels et équipements.
- de 10 (dix) ans pour la garantie décennale.

L'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou de bon fonctionnement, dans la mesure où les obligations résultant de la garantie auront été remplies, sera constatée par procès-verbal signé par le Titulaire et le CEA.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le prix des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	15/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

Le cas échéant, le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

Sans préjudice des éventuelles garanties légales applicables, le délai de garantie des fournitures est de un an, et le Titulaire reste responsable pendant cette durée de l'ensemble des éléments qu'il a fourni y compris les études préalablement réalisées.

ARTICLE 11 - OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

ARTICLE 12 - QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 13- CONFLIT D'INTERET

Du fait de son obligation générale d'exécution de bonne foi des obligations nées du présent marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA s'il se trouve de par son activité ou ses liens capitalistiques dans une situation de conflits d'intérêts à l'égard du CEA ou de l'un de ses cocontractants intervenant dans le cadre d'un projet ou d'un groupe de contrats.

Le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels se conforment aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant pour lequel ce dernier se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	16/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résulteraient d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent marché par le CEA à ses torts, sans formalités judiciaires préalables, sans préavis et sans préjudice de toutes demandes de dommages et intérêts.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère confidentiel des informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de la consultation ou de l'exécution du Marché.
Il répond du respect de ce caractère confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.
Ces informations ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du Marché, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

En outre, toute prise de vue sur le site doit être soumise à autorisation préalable de la personne responsable du Marché.

En outre, le Titulaire s'engage au respect des dispositions de l'engagement de confidentialité joint en annexe du présent marché.

ARTICLE 15 – SOUS TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen des formulaires prévus à cet effet et joints en annexe 1 et 2 du règlement de la consultation référencé à l'article 2 du présent marché.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications de la présente commande relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les deux parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance est remise au CEA.

La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 16 – GESTION DES DÉCHETS

Tri et évacuation des déchets

Il est rappelé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du Titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier. Il est également producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

À ce titre , la totalité des déchets seront triés et évacués par le Titulaire, à ses frais, dans des filières de valorisation ou d'élimination conformément à la réglementation en vigueur. Chaque type de déchet devra être accompagné d'un Bordereau de Suivi des Déchets, conforme à la réglementation en vigueur. Les bennes apportées par le titulaire seront disposées conformément au plan masse d'installation joint dans le cahier des charges.

Le non-respect de cette exigence fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article 10.4 supra.

ARTICLE 17 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	17/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, sont protégées par les mentions DIFFUSION RESTREINTE (DR) ou CONFIDENTIEL CEA (CCEA) ou relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) mais ne peuvent être rendues publiques.

➤ **DIFFUSION ORDINAIRE**

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ **DIFFUSION RESTREINTE**

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitiel.

➤ **Maîtrise des échanges et supports autorisés**

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, Titulaire, cotraitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	18/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

À l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de MARSEILLE



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature : Date :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	19/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent Marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail :

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	20/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnement ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - o les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - o les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - o la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent Marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du Marché de la réglementation fiscale et sociale.

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent Marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du Marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	21/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent Marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent Marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au Marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes pour l'année 2025 : jeudi 02 janvier, vendredi 03 janvier, vendredi 02 mai, vendredi 09 mai, du lundi 11 août au jeudi 14 août, du mercredi 24 décembre au vendredi 26 décembre et du mardi 30 décembre au mercredi 31 décembre 2025.

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	22/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**ANNEXE 2 – BORDEREAU DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE ET BORDEREAU
DE PRIX COMPLEMENTAIRES**

(Voir fichier Excel)

Les quantitatifs (fournitures et main-d'œuvre) prévus dans la DPGF sont à l'appréciation et sous la responsabilité du soumissionnaire et ne sauraient en aucun cas remettre en cause le caractère forfaitaire du marché et l'obligation de résultat inhérente à ce dernier.

En aucun cas il ne peut supprimer les lignes et les colonnes des décompositions, ni en modifier la structure.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-00208-VAC	4000XXXXXX / PXXXX	23/23
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	